

Nous vivons dans une société où la guerre est permanente. Et cette guerre est avant tout une guerre du monde de l'argent contre la vie, du monde de ceux qui se sont appropriés toutes les richesses de ce monde contre ceux qui n'ont rien, de la classe des nantis, les bourgeois, contre la classe des dépossédés, le prolétariat.

*Pourquoi proclamer "anti"-terroristes des lois qui ne font qu'accroître la terreur de l'État ?*

Terreur de la propriété privée qui exproprie et jette dans le dénuement. Terreur du monde de la valeur, de la marchandise, de l'échange qui impose le fait que tout doit être rentable, que tout doit générer du profit. Hors de cette loi rien ne peut vivre.

Qui, aujourd'hui, a accès à la terre et l'eau qui constituent les bases de toute survie sur cette terre ? Nous sommes placés dans un rapport de dépendance extrême, coincés entre les supermarchés, les murs des prisons, les loisirs débilissants, les clapiers qui nous servent de logement,...

Et, pendant que de plus en plus d'habitants de cette terre se voient confinés dans des espaces de plus en plus réduits, parqués dans des villes, bidons-villes, camps de réfugiés, persécutés, emmurés, rationnés, soumis aux camisoles chimiques prodigués par la médecine;

pendant que la vie-même sur terre -autant les sols, sous-sols, mers, airs, faunes, flores que l'espèce humaine- est compromise par la course au profit;

les "grands" de ce monde continuent à se disputer le contrôle des matières premières, des ressources énergétiques, de la production et des marchés, à mater les révoltes et à développer des moyens de plus en plus meurtriers pour arriver à leurs fins.

*La terreur, c'est l'État, c'est la dictature de l'argent qui fait de nos vies quelque chose d'accessoire.*

\*\*\*

Alors que les blessés n'ont pas encore été comptés... "L'ennemi est étranger à notre belle société. Nous le traquerons jusqu'au bout" et, encore hébété, le citoyen se voit distribuer des rubans aux couleurs nationales.

Alors que de tels attentats devraient nous amener à nous arrêter, souffler, réfléchir et, enfin, remettre en question les fondements de cette société, l'État nous dit: "Ne cédez pas à la peur, continuez à vivre comme avant". L'économie doit continuer à tourner!

"Pas de rassemblement, rentrez chez vous, nous nous occupons de tout". "Journées de deuil national". L'État entend reprendre le contrôle de toute éventuelle réaction.

*L'État veut, plus que jamais, nous faire marcher la peur au ventre et les œillères bien fixées.*

Et bien stupides sont les citoyens qui, au nom de messages de "paix" et d'"unité", se sont mis à chanter l'hymne national. Bien stupides aussi ceux qui, au nom de "même pas peur" sont tout aussitôt et avec fierté, retournés dans les bagnes du travail ou dans les centres de formatage de la force de travail que sont les écoles. Ce qu'ils ont pris, les uns pour de la solidarité, les autres pour du courage n'est que vile soumission.

Le réel courage en ces heures, est d'affirmer: oui cette situation fait peur.

*Comment amener une solide remise en question de cette société alors que tout pas, en dehors du chemin qui nous est tout tracé, sera automatiquement renvoyé aux tribunaux "antiterroristes" ?*

Le réel courage est d'oser affirmer : non à l'union nationale.

Le patriotisme a toujours servi à envoyer des populations entières servir de chair à canon dans des guerres qui ne servent que les intérêts de ceux qui ont le pouvoir ... et qui veulent le garder.

Et pendant que les campagnes "antiterroristes" exacerbent les réflexes de peur, de repli et de haine de l'étranger, les États multiplient les caméras, renforcent les contrôles, centralisent les fichiers de renseignement, prolongent les gardes à vue, criminalisent les actions de grève et sabotage,... et se donnent tous les droits de systématiser les emprisonnements, "disparitions", tortures, assassinats.

Les voilà, "nos" soi-disant libertés à défendre !

C'est vite oublier que le judéo-christianisme au même titre que l'islamisme s'est fait pionnier de la généralisation de l'esclavage, des guerres de conquête, ... du développement de la dictature de l'argent. C'est oublier qu'aujourd'hui encore, les curés, rabbins ou imams bénissent les magnats de l'industrie, des banques et du commerce, soutiennent leurs guerres de rapine, guerres qui, à chaque instant, condamnent des dizaines de milliers de personnes à l'exil ou la mort.

*Aujourd'hui, vendre sa force de travail contre un salaire passe pour quelque chose de naturel.*

C'est vite oublier que cela a été imposé par la force, à coups d'expropriations, d'enclosures, d'affamement, de condamnations au bûcher ou à la pendaison, de tortures en tout genre, de pillages et de mises à feu de régions entières, ... bref, par la guerre générale (qui a duré plusieurs siècles) contre toute autonomie de moyens de vie. Le travail est le crime contre l'humanité qui contient tous les autres crimes.

Le *progrès* n'a jamais été que le progrès des techniques d'exploitation de la force de travail;

la *science*, la systématisation de trouver dans toute chose un moyen de faire du profit.

La *liberté* que défendent les chefs d'État, c'est la liberté d'entreprise, qui n'est autre que la liberté d'exploiter de la force de travail. C'est la liberté de nous asservir.

L'*égalité* qu'ils défendent c'est la guerre concurrentielle qui met tous les capitalistes devant le même défi de réaliser des marges de profit toujours plus grandes. Ce défi se mesure à leur capacité de drastiquement diminuer la masse salariale. Et cette masse, c'est nous, un chiffre dans le calcul du taux de profit.

La *fraternité* qu'ils défendent ?! Les demandeurs d'asile reçus à coups de barbelés, gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc, ... “Toutefois, ceux dont la force de travail répondrait aux besoins actuels du capital pourraient bien être acceptés”!

Voilà qui en dit long sur la nature de la société dans laquelle nous vivons.

\*\*\*

*Quand la bourgeoisie parle de paix, elle nous prépare la guerre.*

Face au flot continu de migrants tentant de fuir les lieux d'intensification de la guerre que nous mène la bourgeoisie, les États européens se disent soudain pressés de rétablir la “paix” en Syrie.

*Mais de quelle paix s'agit-il?* La paix des tombes, la paix sociale, la paix qui permette de relancer la production, de mettre au pas ces prolétaires qui ont tenté de s'émanciper de l'esclavage salarié. La paix qui permette de rétablir le règne du travail et de faire que la richesse des “grands” de ce monde soit toujours plus oppressante.

Au nom de la paix, les bombardements en Syrie se sont démultipliés. Des milliers par semaine. Et s'ils ont partiellement visé les conquêtes de l'État islamiste, ils ont bien plus largement visé tous ceux qui osaient encore s'opposer d'une façon ou d'une autre aux forces gouvernementales de Bachar Al Assad. Les pourparlers de “paix” ne feront que consacrer les avancées militaires sur le terrain. C'est la course à celui qui aura le plus de massacres à son actif.

*Et “nous” dans tout ça?*

En Yougoslavie avec les accords de Dayton, en Irak depuis la guerre du Golfe, en Syrie aujourd'hui ou ailleurs: des centaines de milliers de morts, des millions d'exilés, une survie immédiate aléatoire, des liens disloqués, des murs partout, des drapeaux érigés en autant de barrières, ... Compartimentés en Serbes, Croates, ... Sunnites, Chiites, ... Musulmans, Chrétiens, ... Kurdes, Arabes, ... Palestiniens, ... Européens, non-Européens, ... Wallons, Flamands, ... nous sommes poussés à nous identifier à des catégories vouées à se faire la guerre. Ces catégories sont des armes contre nos luttes. La bourgeoisie brandit ces drapeaux pour nous diviser, nous mener à nous battre pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

Chaque fois qu'une de ces prétendues “communautés” s'affirme, elle donne à l'État toutes les possibilités de réorganiser son pouvoir et d'accentuer notre soumission.

Pour nous qui cherchons, à travers le monde, à résister à toutes ces attaques, c'est à chaque fois une force de lutte à reconstruire.

Aujourd'hui le déluge de discours “anti-terroristes” nous poussent à nous reconnaître en tant que “bruxellois” et/ou “belge”, “français”, “occidental”,

“chrétien”, “attaché aux valeurs de la démocratie”,... à oublier les clivages et à s'aligner derrière le drapeau national. C'est précisément de cette façon que se mettent en place les fronts de guerre fratricide.

*Quelle réponse y apporter ?*

Aujourd'hui, toute une frange de jeunes prolétaires, dégoûtés par la société dans laquelle nous vivons, qui ne se voient pas s'acharner à trouver un travail qui les coïncera de toute façon dans une survie misérable, qui se sentent profondément exclu de toute perspective un tant soit peu prometteuse, en colère face à l'injustice même érigée en système,... cherchent à “faire quelque chose”, à poser des actes qui bouleversent cet ordre des choses.

Mais l'apathie actuelle, le clivage entre prolétaires d'ici et d'ailleurs, le déboussolement général, l'isolement et le manque d'expérience font que ces jeunes tombent facilement dans les bras de forces qui utilisent un langage très radical mais dont les objectifs les ramènent inexorablement sur les rails de la guerre de chacun contre tous qui est le propre même de la société contre laquelle ils pensaient s'insurger. Ainsi en est-il des forces islamistes qui promettent l'éradication de la misère, une justice sociale,... à travers l'affirmation de la “communauté” des croyants. Encore une de ces “communautés” qui laisse libre cours à l'État de reprendre le contrôle de toute initiative et d'étouffer nos luttes.

\*\*\*

*Des campagnes de vaccinations aux campagnes “anti-terroristes” l'État teste l'obéissance des populations.*

Chaque jour, des prolétaires meurent sur les lieux de travail, d'autres meurent sous les bombes. D'autres encore sur les routes de l'exil. D'autres encore, dans les prisons. La terreur engendrée par la dictature de l'argent est quotidienne.

Les attentats perpétrés aux USA (2001), en Espagne (2011), en France (2015), en Belgique (2016) sont utilisés pour banaliser cette terreur quotidienne, pour nous pousser à nous retrancher dans notre petit quotidien et, finalement, à le défendre comme si nous vivions dans le meilleur des mondes.

Alors que les morts n'ont pas encore été extraits des décombres, ceux-ci se voient proclamés “héros de la nation”; quant aux militaires déployés dans les rues, ils seraient nos “sauveurs”.

En 2011, dans la foulée de la vague de lutte qui a embrasé tout le nord de l'Afrique et une partie du Moyen-Orient, une importante mobilisation contre les mesures gouvernementales portant toujours plus atteintes aux conditions de vie s'est également développée en Syrie. La force du mouvement s'est notamment exprimée par le fait d'un grand nombre de désertions dans l'armée. Les soldats refusaient de tirer sur les manifestants et se joignaient au mouvement.

Face à la perte de contrôle de l'armée, la bourgeoisie internationale a vu d'un bon œil le déploiement de forces islamistes. Elles prenaient, en tenaille, de concert avec les troupes fidèles à Bachar Al Assad, tous ces incontrôlés qui menaçaient de radicaliser leur lutte, de s'en prendre plus franchement à tout ce qui constituait l'État en Syrie et dont le retentissement aurait donné un nouvel élan à ce qui a été appelé le “printemps arabe”.

Face aux nouvelles des massacres perpétrés par les forces gouvernementales en Syrie, tortures, exécutions sommaires,... bombardements de quartiers populaires, la bourgeoisie internationale a fait mine d'être choquée et a menacé d'intervenir. Mais tout cela n'était bien sûr que mascarade. Quand il s'agit de réprimer une possible insurrection prolétarienne, les bourgeoisies du monde entier savent mettre leurs conflits d'intérêts au second plan et unifier leurs forces contre l'ennemi principal.

A présent que la répression ouverte menée conjointement par l'ensemble des factions bourgeoises, en place ou de loin, a fait qu'il n'y a guère plus de place pour l'expression d'une autonomie prolétarienne, les conflits d'intérêts, la guerre concurrentielle, l'avidité à prendre le contrôle de la région d'un point de vue économique et politique, reprennent le dessus. Dans ce cadre-là, l'État islamiste est devenu un concurrent à prendre au sérieux.

Au nom de l'“antiterrorisme”, les grandes puissances s'affrontent et veulent s'assurer que leurs populations respectives les suivent, les soutiennent et soient éventuellement prêtes à être mobilisées dans une guerre plus générale. De là, les appels à l'“union nationale”.

Et pendant que l'État nous mobilise dans ses campagnes “antiterroristes”, s'organisent lentement mais sûrement les baisses de salaires, intensifications du rythme du travail, prolongements de la journée de travail, restrictions en tout genre (primes de licenciements, allocations de chômage, pensions, remboursements des actes médicaux,...).

Et alors que le quotidien est de plus en plus brutal, que le fossé entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas est de plus en plus profond, on nous appelle à resserrer les rangs autour de la défense de “nos” valeurs !?

*L'État entend profiter des attentats pour couler une chape de plomb sur tous les conflits sociaux en latence. Allons-nous l'accepter?*

Le réel courage aujourd'hui, ce sont (entre autres) les aiguilleurs du ciel qui, à Zaventem, font fi de cet appel à courber l'échine sous le poids de la "menace", se moquent de la bonne marche de l'économie et, spontanément, sans l'aval d'aucune autorité, expriment qu'il n'est pas question de rendre leur travail encore plus lourd et bloquent le trafic aérien.

Les mesures "anti-terroristes" sont dirigées contre nous, contre nos luttes!

Leur sécurité, c'est celle de nous voir toujours aussi solidement rivés aux chaînes du travail.

La santé de leur économie c'est, pour nous, toujours plus de restrictions.

C'est le même enjeu partout sur la planète.

Développons notre autonomie de réflexion et d'action par delà les frontières !

Créons nos propres réseaux d'information et de solidarité !

Prolétaires de toutes origines et de tous les pays, élargissons et unissons nos luttes !

Lisez, partagez, discutez ce contenu.  
Faites part de vos commentaires, suggestions, propositions,...  
à l'adresse suivante :  
[pourenfinir@riseup.net](mailto:pourenfinir@riseup.net)  
mi-avril 2016

*Un quotidien de plus en plus cadenassé,  
est-ce cela que nous voulons?*

Suite aux attentats de janvier et novembre 2015 à Paris, mars 2016 à Bruxelles, les chefs d'État légitiment de nouvelles mesures "antiterroristes" en jetant des "Nous sommes en guerre" face à une population médusée, habituée à entendre dire qu'elle vivait dans le meilleur des mondes.

*Nous sommes en guerre!?! Oui. Mais la guerre n'est pas née de ces attentats.*

.../...